

- trois postes pour la gestion du système

228 000 \$ par année

Pour ces montants, les auteurs du plan s'attendaient à pouvoir recueillir et regrouper les données de 185 pays, à les publier et à en faire une large diffusion sur papier. En réalité, les coûts annuels sont bien inférieurs à 250 000 \$, et il a fallu moins de deux années-personnes pour amasser et diffuser les données. Bien entendu, ces chiffres portent uniquement sur les coûts du service central. Il est beaucoup plus difficile d'évaluer les activités de compilation des données des pays participants.

Comme on l'a signalé, la taille du registre peut faire varier les chiffres considérablement. En réalité, les chiffres ci-dessus reposent sur l'idée d'une programmation informatique spéciale adaptée à la tâche à accomplir. Le recours à des logiciels du commerce faciles à modifier ou l'utilisation de bases de données existantes et d'espace disponible sur un serveur devraient permettre d'abaisser encore les coûts. Il est aussi possible d'adapter les logiciels qu'utilisent déjà l'OSCE, l'OTAN et l'ONU et de tirer profit de l'expérience de ces organisations pour aider à comprimer les coûts, surtout à l'étape critique du démarrage<sup>46</sup>. En outre, si le mode principal de diffusion est la transmission électronique des données, on devrait réaliser d'autres économies, cela permettra de réduire au minimum la production de données sur papier, ce qui devrait se traduire par d'autres économies.

Les coûts sont un facteur qu'on ne pourra établir avec exactitude que lorsqu'on saura davantage à quoi s'en tenir sur l'accord cadre, le nombre de participants et les besoins en données. Il semble toutefois raisonnable de conclure, sur la foi d'autres expériences, que les coûts de démarrage et de fonctionnement ne devraient pas être exorbitants.